

Editorial du n° 26 de Fontaine. 1943

« La République comme volonté et comme imagination »

Le sentiment national n'est jamais, en France, distinct de la politique. Faut-il s'en étonner ? Pendant mille ans, quarante rois ont fait la France, certes, mais sans lui demander son avis autrement que pour la forme. Pendant dix siècles, la politique fut chez nous affaire d'un homme, d'une famille ou, pour le plus, d'une minorité, et affaire indépendante du peuple. Quand le peuple s'éveilla vraiment au patriotisme, il se trouva qu'il eût à défendre, tout ensemble, et son sol et sa révolution. C'est un fait : le patriotisme français naquit d'une guerre civile. Le combat de la Convention contre l'Europe était à la fois national et politique, et la conjoncture ne laissait pas d'être neuve : avant 93, les luttes étaient de stricte politique, des Frondes à plus ou moins grande échelle. Ainsi, l'opposition à la monarchie ne se plaçait-elle pas sur le plan national et la révolution avait-elle des origines d'abord intellectuelles. L'association du patriotisme à une mystique fut l'une des conséquences de 89, et non l'une des moindres.

Est-ce à louer ou à blâmer ? N'en débattons pas. Mieux vaut noter que les événements de 1940 n'ont guère modifié ce style. Ce serait une erreur de croire que la France a pour seul et unique souci de retrouver son indépendance, que le souci de sa libération l'emporte sur tous les autres et les proscribit. Les choses ne se présentent pas de façon si simple. Qui a parcouru notre pays le sait.

Un jour de mai 1942, le signataire de ces lignes déambulait à travers Lyon, quand il s'aperçut qu'il était suivi par des jeunes gens. Ces derniers ne tardèrent pas à le dépasser et, à ce moment-même, ils glissèrent dans sa main un petit tract ronéotypé. L'opération avait duré l'espace d'un éclair, et le promeneur en était encore à la surprise que les deux messagers avaient déjà disparu. Tant de prestesse et d'habileté n'avaient d'égal que le courage et le sang-froid. Mais que signifiait-il donc, ce tract si merveilleusement communiqué ? Tout simplement ceci : « Français de Lyon, l'Orchestre Philharmonique de Berlin donnera, ce soir, salle Rameau, un concert. Rassemblez-vous, à huit heures Place des Terreaux, pour manifester et répondre à cette provocation ». Et dans un coin, cette autre mention : « Faites circuler ce mot d'ordre ».

On se doute que nous ne manquâmes pas d'aller au rendez-vous. À huit heures, la place des Terreaux était, comme on dit, noire de monde. Des femmes, des enfants, des jeunes hommes, des vieillards, des combattants de 14-18, d'autres de 39-40, des riches et des pauvres se pressaient dans ce long rectangle urbain, s'agrippaient aux grilles du musée ou de la mairie, transformaient ce monument central en une pyramide humaine. Tout un peuple était là, bigarré, disparate, multiple et composite, où l'ouvrier de la Croix Rousse côtoyait le bourgeois des quartiers aristocratiques, tout un peuple animé de la même foi, de la même volonté, du même courage. Et soudain, ce peuple qui n'a qu'une voix : la « Marseillaise », à peine tremblante dans ses premières phrases, s'assura bientôt, grandit, s'approfondit, tonna, emplît le ciel et déferla jusqu'aux plus éloignés faubourgs, et ceux qui n'étaient pas sur les lieux de la manifestation l'entendaient, la chantaient à leur tour, la transmettaient à de plus lointains citadins, elle faisait le tour de la ville, elle était l'âme de la ville, la ville même, et, plus encore, retrouvait, dans ces minutes de miracle, toute sa virginité, toute sa vertu révolutionnaire.

Le « Chant du Départ » succédait à la « Marseillaise ». La foule ne se lassait pas. Parfois, comme jaillis d'une seule bouche, les mots d'ordre scandaient les chants, en constituaient les accords profonds, les résumaient en formules brèves : « A mort Hitler ! Hitler au poteau ! À bas la collaboration ! Mort aux collaborationnistes ! » Une colère sainte s'exprimait, se définissait en slogans brefs, où se condensaient la haine, l'espoir et la détermination. Bientôt fusa de toutes parts, avec violence d'abord, pour avoir été longtemps retenu, puis avec calme, car il prenait naissance au plus profond d'une âme collective, le maître-mot, un maître mot que l'on devinera facilement si j'ajoute qu'il répondait à la devise des canuts de naguère : la liberté ou la mort, et traduisait l'esprit de la vieille cité républicaine et démocratique.

Ceux qui assistèrent à cette manifestation où le peuple de Lyon, honneur lui soit rendu, exprimait sa haine de l'envahisseur et acclamait la République, oui, tous ceux qui furent présents n'oublieront jamais. Ce spectacle, ce que nous pûmes entendre par ailleurs, et ce qui nous fut répété si souvent, montrait que les Français non seulement demeuraient attachés à la République, même s'ils déploraient parfois certaines faiblesses de la IIIe, mais encore demandaient son retour. Dans leur esprit, la libération du territoire et le rétablissement du régime républicain ne se séparaient pas, allaient de pair.

En pourrait-il être autrement ? La France et la République, à la suite d'une conspiration, tombèrent ensemble. On frappa l'une du coup même dont l'autre fut victime. Et ceux qui frappèrent, tous partisans de la « collaboration », la France, à juste titre, les vomit. Il faut le noter : les ennemis des idées républicaines, de M. Maurras à M. Doriot, les adversaires de la démocratie, sauf quelques exceptions, se montrèrent acquis, après le coup d'Etat, à la « collaboration ». Ils discréditèrent ainsi, aux yeux de notre peuple, leurs doctrines, et, inversement, réhabilitèrent d'autant la République. Encore cette analyse ne serait-elle pas complète si l'on envisageait un autre côté du problème, un côté plus sentimental, voire tout sentimental : les Français ont la nostalgie de la République. Cette nostalgie se confond avec celle du bonheur, des temps heureux d'avant-guerre, et peut-être, chez beaucoup, avec les facilités d'alors. Il n'est pas moins puissant, ce regret de l'aisance perdue, que celui de la liberté. Aussi l'un ne va-t-il pas sans l'autre. La République, pour l'âme française d'aujourd'hui, vaut comme la part du passé, la haine de l'envahisseur et le mépris de Vichy, comme celle du présent. On sait bien que, de ce présent et de ce passé, l'avenir, selon toute probabilité, devra se composer.

Ici, précisons. La République n'est pas absolument la IIIe de ce nom. Loin de moi, certes, d'intenter un procès à cette dernière, de lui imputer la responsabilité de nos malheurs. Les politiciens qui nous conduisirent à juin 1940 n'étaient pas tous des républicains, tant s'en faut ! Et les responsables n'étaient pas toujours des politiciens. Plutôt : certains, dont le rôle eut été de veiller sur nos armes, se muèrent en politiciens de coup d'Etat, - et il y aurait beaucoup à dire là-dessus... Mais il n'empêche que, dans l'esprit français depuis 1940, République et IIIe tendent à se séparer, la première, à la fois conceptuelle et sentimentale, dépassant de beaucoup l'autre, tout historique. Entre l'une et l'autre s'établit, en définitive, une différence, comparable à celle de Péguy, dans « Notre jeunesse », introduit entre mystique et politique. Félicitons-nous en, car du point de vue républicain, la IIIe a commis une faute, un faute grave : celle de ne pas avoir été assez républicaine. Ou de ne pas l'avoir été comme il aurait fallu. D'abord par manque de jacobinisme, par carence de cet esprit qui aurait dû porter, dans l'enthousiasme, notre peuple aux frontières. Ensuite par incapacité à trouver des chefs à elle sûrs, capables de la défendre et de défendre le pays. Enfin, sur le plan intérieur, par défaut de socialisme. Le procès, en bref, que l'on peut lui faire, c'est, encore une fois, de n'avoir pas été assez républicaine, et non de l'avoir été.

Voilà pourquoi le mot de République doit être pour nous, Français de 1943, un appel à la volonté, à l'imagination. André Malraux, dans une lettre à M. Petitjean, écrivait : « Il n'est pas certain que l'énergie ait disparu en France : ce qui a diminué, c'est l'aptitude et l'énergie à prendre la France pour objet ». Rien ne conviendrait mieux à la République : nous devons retrouver l'habitude et l'énergie de la prendre pour objet. Insistons même sur l'urgence d'une telle recherche. Elle seule nous préservera de certains maux. Nous assistons, en effet, depuis peu, à de curieuses, d'inquiétantes adhésions : d'aucuns, dont le moins qu'on puisse dire est que leur passé ne présente guère de garanties de républicanisme, s'en vont par les rues et les bureaux en protestant de leur sincérité. On se tromperait à croire que l'intérêt le plus immédiat dicte ces discours, et les véritables mobiles échapperaient. La peur de solutions communistes ou radicales, la voilà, sans doute, la raison de ces attitudes. La République, beaucoup l'acceptent dans la mesure où elle se présente à eux, après tout, comme une défense, comme une ligne de repli. Qui voit que, par leur faute, elle risque de devenir une réaction, un conservatisme ? Semblable régime, venant après la souffrance d'un peuple, provoquerait l'amertume, une désaffection de ce peuple envers la démocratie, et, par voie de conséquence, une solution de désespoir. Ne l'oublions pas : l'hitlérisme naquit de la masse allemande ; le fascisme naît le plus souvent des masses et non pas, à l'opposé de ce que l'on

pourrait croire, de l'action de un ou quelques hommes. La désillusion suffit à créer une mentalité collective pré-fasciste, et de cette mentalité surgit un jour le Chef, puis, après le Chef, s'installe et s'ordonne un autoritarisme. Ce processus, l'éviterons-nous si nous manquons de volonté, d'imagination ? Nul ne peut présumer d'une nation exténuée d'infortune.

Qu'il faille aux républicains, de toute leur volonté, de toute leur imagination, répondre à l'appel dont nous parlions, rien ne paraît, dans l'ordre politique, plus nécessaire ni plus urgent ; mais ils doivent, au départ, s'engager à ne sacrifier aucun des principes de la démocratie, particulièrement la liberté, à n'en rien sacrifier au profit de la volonté. Le destin de la France est entre la fidélité et l'imagination. Nous n'avons pas à renier la IIIe : nous avons à la poursuivre, à l'accomplir, et s'il faut prononcer des exclusions, que ce soient, produits de la nostalgie ou du malheur, des solutions de presse ou de désespoir. Le devoir envers la République est désormais de penser une République véritable.

Max-Pol FOUCHET